

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2017

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Stabilité du climat des affaires

Au premier trimestre 2017, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est stable (+0,6 point). Il se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période à 102,5 points¹.

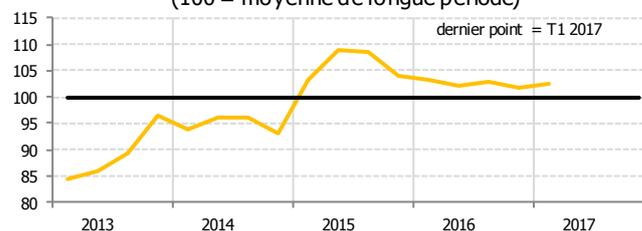
L'appréciation positive des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé participe favorablement à cette stabilité.

Dans le détail, la bonne tenue des effectifs et de la trésorerie sur la période ont profité au maintien de l'ICA.

Dans ce contexte, les entrepreneurs poursuivent leurs efforts d'investissement, mais à des niveaux toutefois inférieurs à ceux enregistrés fin 2016.

Pour le deuxième trimestre, le courant d'affaires devrait rester bien orienté. Parallèlement à une croissance attendue des prix, les chefs d'entreprise anticipent une amélioration de l'activité et une nouvelle hausse des effectifs.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'ICA a été révisé suite à la mise en place, d'une nouvelle méthode de désaisonnalisation des soldes.

T
E
N
D
A
N
C
E
S

CARAÏBES : UNE REPRISE ÉCONOMIQUE EN VUE

Le FMI fait état de perspectives en amélioration dans la **région caribéenne**. En 2016, la croissance atteint 3,4 %. Celle-ci est tirée, notamment, par les économies dépendantes du tourisme qui ont réalisé de bonnes performances en 2016. Cette dynamique positive devrait se poursuivre en 2017 avec, entre autres, le renforcement attendu de la croissance aux États-Unis. Les pays de la Caraïbe exportateurs de matières premières devraient bénéficier de la remontée des prix en 2017 après avoir subi leur baisse en 2016. Le FMI prévoit une croissance de 3,6 % en 2017 dans la zone.

En 2017, la **République dominicaine** enregistrerait de nouveau la croissance la plus élevée des pays caribéens, malgré un léger ralentissement (+5,3 % après +6,6 % estimée en 2016). Par ailleurs, la politique monétaire menée par la banque centrale de la République dominicaine demeure inchangée, la cible d'inflation étant respectée.

En 2016, l'économie de la **Jamaïque** a été portée par de bonnes performances dans les secteurs touristiques, de la construction, de l'agriculture et manufacturiers. Par ailleurs, le marché de l'emploi montre des signes d'amélioration. Pour autant, la banque centrale poursuit sa politique accommodante et a abaissé de 25 points de base son taux directeur en avril 2017, les pressions inflationnistes étant dans la cible d'inflation. Le FMI table sur une croissance de 2 % en 2017.

Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % à **Trinidad-et-Tobago** en 2017 (après -5,1 % estimée en 2016). À l'instar des autres pays exportateurs de la Caraïbe, l'économie bénéficierait de la hausse des prix, en particulier ceux de l'énergie. Néanmoins, la banque centrale a décidé de maintenir son taux directeur inchangé, les pressions inflationnistes étant encore faibles.

Sources : FMI (*Perspectives de l'économie mondiale, Regional economic outlook, avril 2017*), Banque caribéenne de développement, Banque centrale de République dominicaine, Banque centrale de Jamaïque

¹ L'ICA au 4^e trimestre 2016 a été ré-estimé suite à la révision des paramètres de désaisonnalisation.

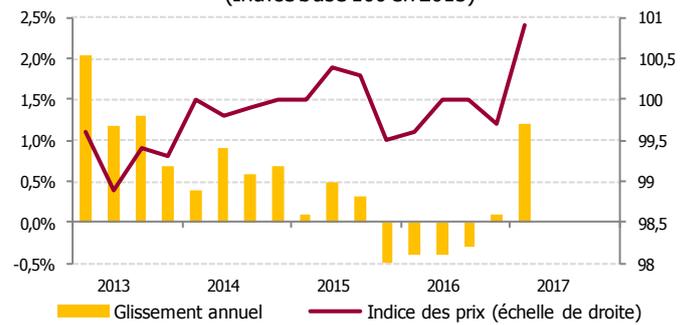
Progression notable des prix

Au premier trimestre 2017, l'indice des prix à la consommation (IPC) affiche une nette hausse (+1,2 %), après -0,3 % au trimestre précédent.

Ce renchérissement tient à la progression des prix de l'énergie (+10,1 % sur le trimestre, en lien avec une hausse des prix des produits pétroliers de +13,5 %), qui y contribue à hauteur de +0,8 point, combinée à une augmentation des prix de l'alimentation (+0,9 %) et des services (+0,5 %) sur le trimestre. Seuls les prix des produits manufacturés demeurent stables sur la période (+0,1 %).

Sur un an, l'évolution est de même ampleur (+1,2 %). La baisse des prix des produits manufacturés (-1,6 %) ne suffit pas à contenir les hausses respectives des prix de l'énergie (+14,6 %), de l'alimentation (+1,2 %) et des services (+0,8 %).

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



Source : INSEE

Rupture de la baisse de la demande d'emploi

À fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'inscrit en hausse à 42 140 (CVS). Cette progression (+2,0 %) vient rompre près de deux années consécutives de baisse.

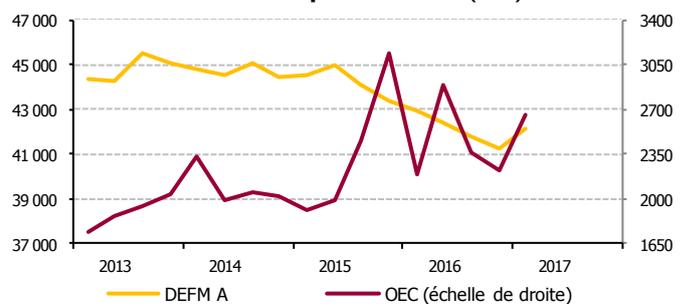
Cette situation tient essentiellement à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans. En effet, au sein de cette catégorie d'âge, le nombre de DEFM A progresse de +2,7 % sur trois mois.

En revanche chez les moins de 25 ans et les personnes de 25 à 49 ans, la tendance est toujours à la baisse avec -4,5 % de DEFM A pour les deux catégories.

Ceci permet globalement de maintenir une évolution favorable sur le marché du travail sur un an, avec une baisse de -2,0 % du nombre de demandeurs d'emploi.

Parallèlement, les offres d'emploi enregistrées s'inscrivent en hausse tant sur le trimestre (+19,7 %, CVS) que sur l'année (+21,5 %, CVS).

Demandeurs d'emploi en fin de mois et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMT, Pôle emploi, Dares

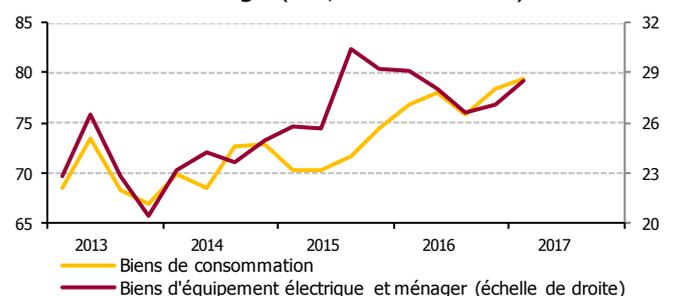
Une consommation des ménages qui marque le pas

Au premier trimestre 2017, la consommation des ménages observe un ralentissement après un dernier trimestre 2016 plutôt dynamique. Les importations de biens de consommation et de biens électriques et ménagers restent en progression sur le trimestre, respectivement à +1,4 % et +5,2 % (données CVS).

Pour autant, les chefs d'entreprise du secteur du commerce font état d'une baisse du niveau d'activité, l'affaiblissement de la demande se reflétant dans la diminution du chiffre d'affaires des hypermarchés (-2,1 %, CVS). De plus, les immatriculations de véhicules particuliers sont en retrait sur le trimestre (-19,3 %, CVS).

Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité des ménages poursuivent leur amélioration. À l'exception d'une progression du nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Commission (+16,2 %), le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-1,0 %), le nombre de retraits de cartes bancaires (-1,6 %) et le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-3,2 %) reculent une nouvelle fois sur le trimestre.

Importations de biens de consommation et de biens d'équipement électrique et ménager (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Des intentions d'investissement toujours bien orientées

Les intentions d'investir se maintiennent au premier trimestre 2017. Les entrepreneurs poursuivent leurs efforts, à un rythme toutefois moins soutenu qu'au trimestre précédent. De manière générale, les projets d'investissement ne portent plus uniquement sur du renouvellement de l'outil de production, mais ont également vocation à soutenir le déploiement de l'activité. Ils sont principalement consentis dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'industrie et des services aux entreprises (voir *infra*). Au sein du BTP, du commerce et du tourisme, les projets semblent, pour l'heure, reportés.

Les importations de biens d'équipement progressent tant sur le trimestre (+2,3 %, CVS) que sur l'année (+16,6 %, CVS). De même, les attestations de conformité électriques délivrées aux locaux commerciaux sont en hausse sur le trimestre (+24,0 %, CVS) et sur un an (+6,7 %, CVS).

En revanche, les immatriculations de véhicules utilitaires se maintiennent sur le trimestre (+0,6 %, CVS) mais se replient en glissement annuel (-3,2 %, CVS).

Enfin, les indicateurs de vulnérabilité des entreprises sont mitigés. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en baisse sur le trimestre (-1,4 %) et sur un an (-2,7 %).

Sur la période, les impayés sur effets de commerce sont quasiment stables en nombre (+0,7 %) mais diminuent en montant (-4,6 %). En revanche, en glissement annuel ils sont orientés à la hausse tant en nombre (+15,8 %) qu'en montant (+28,1 %).

Des échanges commerciaux qui gagnent en dynamisme

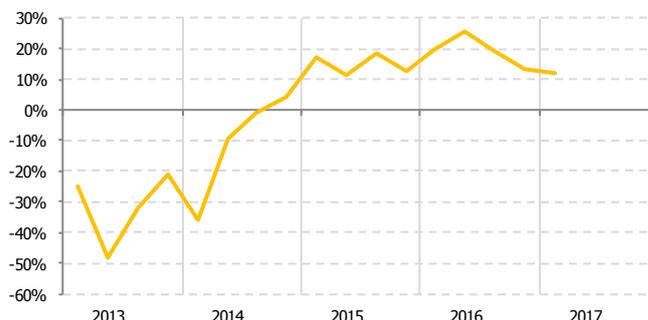
Hors produits pétroliers, les importations progressent (+1,4 %, CVS) sur le trimestre. La croissance est portée par plusieurs postes : les importations d'équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (+9,5 %, CVS), de produits agroalimentaires (+7,2 %, CVS) et de produits agricoles (+6,0 %, CVS).

De même, les exportations, hors produits pétroliers, augmentent sur le trimestre (+9,7 %, CVS), essentiellement tirées par les exportations de matériels de transport. En revanche, les exportations de produits agricoles affichent encore un net repli (-35,5 %, CVS) suite au passage de la tempête Matthew, fin septembre 2016.

À fin mars, les échanges de produits pétroliers, quant à eux, repartent à la hausse : +53,7 % pour les importations, et +35,3 % pour les exportations (données CVS).

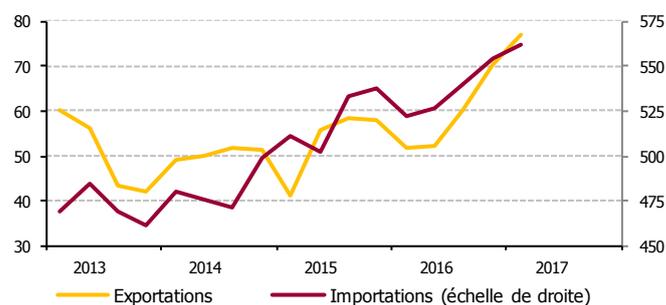
Compte tenu de ces différentes évolutions, au global, les échanges présentent une progression sur trois mois (+9,5 % pour les exportations, et +23,9 % pour les importations, CVS, produits pétroliers inclus).

Prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs de biens, hors produits pétroliers (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

LE TOURISME, LE SECTEUR LE PLUS DYNAMIQUE SUR LE TRIMESTRE

En dépit d'indicateurs propices au développement du courant d'affaires, au premier trimestre 2017 l'opinion des chefs d'entreprise est partagée. Les charges d'exploitation se redressent, en lien avec les nouveaux recrutements opérés sur la période. Les délais de paiement suivent une moindre dégradation ce trimestre et les entrepreneurs font état d'un assainissement significatif de leur trésorerie.

Dans ce contexte, l'enquête de conjoncture révèle une légère contraction de l'activité, tous secteurs confondus, mais le tourisme parvient toutefois à sortir son épingle du jeu.

Ainsi, les professionnels du **tourisme** font part de l'amélioration de l'activité leur permettant de reconstituer en partie leur trésorerie. Les résultats du trimestre sont favorablement orientés :

- Le trafic aérien est en progression, tant en ce qui concerne le nombre de passagers (+2,3 %, CVS), que s'agissant du nombre de vols (+4,8 %, CVS).
- En termes de fréquentation hôtelière, le nombre de nuitées est stable sur le trimestre (+0,7 %, CVS) et en augmentation sur un an (+2,8 %).
- Enfin, les chiffres relatifs à la croisière sont bons (197 968 passagers), bien qu'en repli par rapport au 1^{er} trimestre 2016 (-6,5 %), meilleur trimestre de la décennie.

D'autres secteurs font part de difficultés sur le trimestre, mais envisagent une embellie dans les mois à venir.

Tel est notamment le cas des secteurs **primaire** et **agroalimentaire**, au sein desquels l'activité est en repli au premier trimestre. Des événements climatiques ont affecté les plantations en septembre 2016, et ont impacté les récoltes des six derniers mois. Tirées par la baisse des exportations de bananes (-22,3 %, CVS, en volume), les exportations de produits agricoles sont en nette diminution (-35,5 %, CVS). Les exportations de produits agroalimentaires reculent également (-15,0 %, CVS) avec la contraction des exportations de rhum (-1,2 %, CVS). En outre, les activités d'élevage sont elles aussi en baisse (-17,3 %, CVS) en raison des difficultés techniques survenues à l'abattoir départemental au cours du trimestre.

Toutefois, ces obstacles ne devraient pas perdurer et les chefs d'entreprise envisagent une amélioration de l'activité sur le trimestre à venir, leur permettant ainsi de relancer les projets d'investissement.

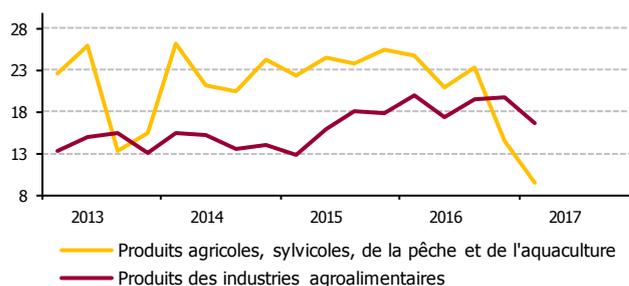
La situation est similaire dans le secteur des **services aux entreprises**. Malgré un bilan trimestriel mitigé, les entrepreneurs restent optimistes au regard des perspectives à venir : associé à une trésorerie assainie, un relèvement des prix pourrait contribuer à redynamiser l'activité. De même, dans le secteur **industriel**, bien que la situation apparaisse dégradée, les professionnels continuent de procéder à des recrutements et revalorisent leurs prix. Les ventes de fioul, essentiellement destinées à l'industrie, affichent une progression significative sur le trimestre (+17,1 %, CVS), signe d'une possible amélioration au trimestre prochain.

En revanche, au sein du secteur du **BTP** peu de signes de reprise sont perceptibles. L'activité est faible et l'ensemble des soldes d'opinion décrit un secteur en difficulté. Pour autant, les ventes de ciment en vrac se stabilisent (+0,2 %), et, à la faveur de la commande privée, les ventes de ciment en sac progressent de +9,7 % (CVS) sur le trimestre.

Cependant, la commande publique est toujours hésitante et les programmes de construction immobilière rares. Les importations d'éléments en métal pour la construction et les attestations de conformité électriques sont en repli, respectivement de -19,3 % et -16,9 % (données CVS).

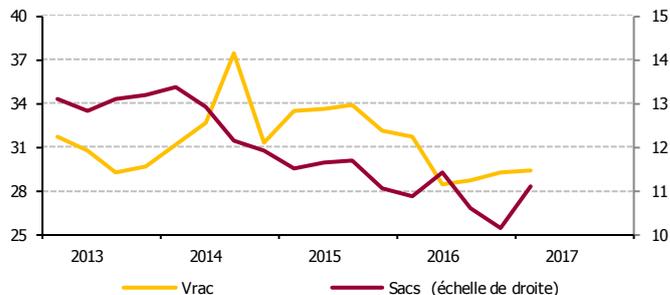
Enfin, les entrepreneurs du secteur du **commerce** font également part d'une détérioration de leur activité. Tout comme le secteur du BTP, les indicateurs ne permettent pas encore d'entrevoir de perspective favorable ; le ralentissement de la consommation des ménages pourrait même peser négativement sur le courant d'affaires à venir.

Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

CONJONCTURE INTERNATIONALE : UNE AMÉLIORATION EN FIN DE PÉRIODE

En 2016, l'activité économique mondiale s'est légèrement affaiblie, progressant de 3,1 % contre 3,4 % en 2015, selon les dernières estimations du FMI publiées en avril 2017. Dans les pays avancés, la croissance s'établit à 1,7 % contre 2,1 % en 2015 notamment en raison d'une croissance plus faible que prévu aux États-Unis et d'une dégradation des perspectives liée à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »). La situation économique dans les pays émergents et en développement est demeurée contrastée : en dépit de mesures budgétaires expansionnistes, le ralentissement de l'activité s'est poursuivi en Chine (croissance de 6,7 % après 6,9 % en 2015) en lien avec le repositionnement de son modèle économique au profit de la consommation privée tandis que le Brésil et la Russie ont connu de profondes récessions. Les pays exportateurs de produits de base ont continué de s'ajuster à la détérioration de leurs termes de l'échange.

Aux États-Unis, la croissance a été globalement décevante en 2016 et a atteint son niveau le plus faible depuis 2011 (à 1,6 % après 2,6 % en 2015). Toutefois, le marché du travail est resté dynamique et proche du plein emploi. En zone euro, la reprise a perdu de son élan en raison du manque de visibilité lié au « Brexit ». Elle a été également affectée par une demande intérieure moins dynamique, qui s'est traduite par un ralentissement de l'investissement dans certains des plus grands pays de la zone. La croissance du PIB y est ainsi passée de +2,0 % en 2015 à +1,7 % en 2016.

De même, l'économie japonaise a légèrement décéléré dans un contexte de renchérissement du yen (+1,0 % en 2016) après 1,2 % en 2015.

L'année 2016 a été également marquée par une dissipation des incertitudes en fin de période. L'affermissement de la demande mondiale, en particulier de l'investissement, le redressement des prix du pétrole à la suite d'un accord entre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour limiter l'offre et une activité britannique plus résiliente que prévue post-référendum sont autant de facteurs qui devraient influencer positivement sur la croissance mondiale. Elle devrait donc s'accélérer en 2017 (+ 3,5 %) et en 2018 (+ 3,6 %) selon le FMI.

Source : FMI, données arrêtées à la date du 19 avril 2017